

60 rue Vergniaud
75640 Paris CEDEX 13
www.fo-com.com
federation@fo-com.com

La France en grève pour son avenir !

LE 29 JANVIER,
TOUTES ET TOUS EN GRÈVE

Le 29 janvier, ce sont tous les salariés, dans toutes les professions, qui sont appelés à cesser le travail. Car ils sont conscients qu'aujourd'hui comme demain, chacun peut être victime de la crise. En usant massivement de leur droit de grève ils accompliront aussi un acte citoyen. Un acte de refus et d'espoir. Refus de voir la Bourse décider de leur destin ; espoir d'imposer de nouvelles règles économiques et sociales.

► Des victimes et des responsables

Si les victimes de la crise sont connues, ses responsables le sont aussi. Depuis des années, les revenus du capital vampirisent ceux du travail. Avec en prime la précarisation, le stress, les délocalisations. La course au profit, c'est toujours plus. Avec les « subprimes » et les montages douteux, les spéculateurs ont précipité le monde dans un gouffre. Si des centaines de milliards sont partis en fumée, ce sont surtout les salariés et les plus faibles qui trinquent. Pendant ce temps le gouvernement français renfloue les banques sans contreparties. Les pertes sont assumées par la collectivité, mais on ne touche ni aux actionnaires, ni aux dirigeants. On nous dit : « soyez patients, il faudra faire des efforts. »

Ceux qui quémandent l'aide publique sans renoncer à leurs profits, nous les connaissons. Ils ne jurent que par la concurrence et le marché, ils privatisent les services publics, ils veulent moins d'État et plus de « syndicats maison ». Ils font le dos rond pendant la tempête mais refusent de changer un système pervers : le libéralisme. Pour eux, la crise est comme un accès de fièvre : une fois guéri, on repart comme avant... **C'est inacceptable !**

► La vraie relance, c'est celle des intérêts collectifs

Pour FO, la pseudo-relance gouvernementale « placardise » les consommateurs. C'est la demande qu'il faut stimuler et non pas une offre aux ordres des actionnaires. Un vrai plan de relance ce serait :

- *augmenter les minima sociaux, les salaires et les retraites ;*
- *attribuer une prime de transport à tous les salariés ;*
- *conditionner les exonérations et aides aux entreprises au maintien du pouvoir d'achat et de l'emploi ;*
- *instaurer un contrôle public sur les licenciements et autoriser les préretraites ;*
- *imposer de rigoureuses contreparties à l'aide au secteur financier ;*
- *abroger la loi TEPA (bouclier fiscal) qui favorise les plus riches et appauvrit l'État ;*
- *restaurer un système de protection sociale collective digne de ce nom.*

En clair il faut plus d'État, arrêter les privatisations, nationaliser les secteurs vitaux pour l'économie et la société. Est-il devenu indécent de se référer au programme du Conseil National de la Résistance ?

Faire grève, le 29 janvier, c'est s'affirmer comme salarié et comme citoyen. C'est refuser la fatalité du libéralisme. C'est rappeler que nous sommes en République.